

l'Assemblée générale en faveur de la modification de politiques gouvernementales qui attaquent le droit de tous les groupes ethniques de bénéficier des mêmes libertés et droits fondamentaux;

4. Exhorte tous les États membres à déployer tous les efforts appropriés pour atteindre les fins de la présente résolution.

Je considère, monsieur le président, qu'il s'agit d'une résolution modérée et bien réfléchie et qu'elle ne devrait prêter à aucune interprétation équivoque en ce qui concerne le point de vue du Canada. J'estime aussi qu'en se prononçant au sujet d'une résolution de ce genre, le gouvernement devrait être disposé à l'approuver.

Quel a été le résultat de ces délibérations et de ce vote? Il en est résulté que le Canada s'est abstenu et l'on a avancé comme motif de cette abstention que le Canada ne voulait rien faire qui puisse provoquer une scission entre l'Afrique du Sud et le Commonwealth. Je m'empresserai de dire que je ne voudrais pas voir le gouvernement de l'Afrique du Sud quitter le Commonwealth. J'aime voir un Commonwealth puissant, qui exerce autant d'influence que possible. Mais il y a, à mon avis, des considérations plus importantes encore que celle-là. L'une de ces considérations importantes, c'est la question de la distinction injuste fondée sur la race. Le Canada ne devrait pas hésiter,—et n'aurait dû le faire pour aucune raison,—à appuyer la résolution que j'ai mentionnée.

Quelle a été l'attitude des autres nations? Soixante-sept pays ont appuyé la résolution; trois s'y sont opposés et sept se sont abstenus de voter. Le Canada s'est abstenu. Le Canada est le seul pays membre du Commonwealth qui se soit abstenu de voter. Je regrette, je me suis trompé. Le Canada et l'Australie étaient les seuls pays membres du Commonwealth qui se sont abstenus. Le Royaume-Uni s'est prononcé contre la résolution. Tous les autres pays membres du Commonwealth, soit Ceylan, la Malaisie, Ghana, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, et le Pakistan ont affirmé leurs principes en se prononçant pour la motion. Par leur vote, ils ont condamné ou critiqué la distinction injuste fondée sur la race.

Il me semble que c'était là une politique molle de la part du gouvernement canadien, politique que n'approuve pas la population canadienne.

L'hon. M. Green: Puis-je demander au député s'il ne se rend pas compte que le Canada s'est prononcé en faveur des paragraphes dans la résolution qui, sans mentionner l'Afrique du Sud, avaient trait à la distinction injuste fondée sur la race.

M. Argue: Oui. En ce qui concerne les paragraphes traitant des préjugés de race, le Canada a déposé son suffrage. Mais quand

[M. Argue.]

il s'est agi du paragraphe 3, soit de l'essence, de la substance même de la résolution, le Canada a battu en retraite en refusant d'affirmer son opposition. Il n'a exprimé aucun point de vue au sujet de cet article. J'ai déjà dit que le Canada s'était abstenu de voter au sujet de la résolution. Mon ami affirme qu'aux yeux du gouvernement, la distinction injuste n'est mauvaise que si elle se produit en dehors du Commonwealth.

S'il s'était agi d'une résolution dirigée contre une nation n'appartenant pas aux Commonwealth, si elle avait été dirigée contre une nation de l'est de l'Europe, le Canada n'aurait pas hésité certes à faire une déclaration ferme, retentissante. J'estime que l'on ne devrait pas adopter une certaine attitude à l'égard d'un groupe de nations sur une question de ségrégation raciale et une attitude différente, si peu différente qu'elle soit, à l'égard de la ségrégation raciale au sein du Commonwealth. Par conséquent, je reproche au gouvernement son manque de fermeté aux réunions des Nations Unies, et de ne pas avoir protesté énergiquement par voie diplomatique, auprès du gouvernement de l'Afrique du Sud.

Le gouvernement des États-Unis a fait une déclaration officielle. Le gouvernement canadien, par l'entremise du premier ministre, a déclaré à la Chambre la position qu'adoptait le Canada. Mais je crois qu'en général nous n'avons pas adopté une position aussi franche que la population canadienne aurait souhaitée. Par conséquent, ma première proposition sur les mesures que notre pays devrait prendre est bien celle que j'ai exposée.

En second lieu, je trouve que les Canadiens auraient tout à fait raison de suivre l'exemple de bien des gens du Royaume-Uni, et de boycotter les marchandises produites ou fabriquées en Afrique du Sud. Si les produits sud-africains actuellement en vente dans les magasins canadiens s'écoulaient moins vite que par le passé, le gouvernement de l'Afrique du Sud comprendrait tout de suite que les Canadiens réprouvent la politique erronée, inhumaine et antichrétienne de leur gouvernement.

Je vois dans les journaux de ce matin que la semaine prochaine l'ambassadeur des États-Unis auprès des Nations Unies, M. Henry Cabot Lodge, président du Conseil de sécurité des Nations Unies, convoquera une réunion de cet organisme de onze nations pour étudier le conflit racial de l'Afrique du Sud. Troisièmement, je souhaiterais que le Canada se montre désormais plus ferme sur cette question dans les conseils des Nations Unies. Qu'il appuie et demande même une enquête complète par les Nations Unies, ou par n'importe